

Avec plus de 7 000 employés, soit 9 % des effectifs du groupe, Lafarge est présent dans dix pays d'Afrique sub-saharienne parmi les plus touchés par l'épidémie du Sida : Afrique du Sud, Bénin, Cameroun, Kenya, Malawi, Nigeria, Ouganda, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe.

Confronté à cette grave question de santé publique et au manque d'infrastructures dans de nombreux pays où Lafarge opère, sa taille et son influence lui donnent comme responsabilité de prendre position sur ces questions. Lafarge a développé depuis 2000 différentes actions spécifiques pour améliorer la gestion de la santé en Afrique, et notamment le problème du VIH/SIDA.

L'APPROCHE DE LAFARGE

Pour combattre le VIH/SIDA, Lafarge mène une approche multi partenariale qui implique des relations avec le secteur public, les ONG et le secteur médical.

En 2002, Lafarge a signé un partenariat avec la Coalition Mondiale des Entreprises Contre le Sida et s'engage aux côtés de 200 multinationales dans la lutte contre l'épidémie.

Le groupe favorise le dialogue et la transparence tout en conservant la confidentialité et l'anonymat de ses collaborateurs touchés par le virus.

Principes de base de la politique du VIH/SIDA de Lafarge :

Dans le Monde

- Le respect de la législation nationale,
- L'interdiction des dépistages lors de la pré-embauche,
- L'interdiction de la discrimination,
- Une confidentialité totale,
- L'adaptation des conditions de travail pour les salariés malades.

En Afrique :

- L'éducation et la prévention (distribution de préservatifs et programmes d'éducation par les pairs éducateurs),
- Le dépistage anonyme et volontaire, accompagné de conseils,
- Le traitement et l'aide aux victimes des maladies sexuellement transmissibles, des maladies opportunistes, et la prévention de la transmission mère-enfant,
- Les traitements anti-rétroviraux dans les unités opérationnelles en Afrique Subsaharienne pour les salariés Lafarge et leurs familles.

LES PAIRS EDUCATEURS : LES ACTEURS-CLES DU PROGRAMME

Les pairs éducateurs sont des salariés qui se sont portés volontaire pour recevoir une formation sur le VIH/SIDA. Leur objectif est de sensibiliser leurs collègues aux risques liés à l'épidémie, et de les amener à adopter une attitude responsable, à rompre le silence et à combattre la discrimination.

LE PARTENARIAT DE LAFARGE AVEC CARE

En 2003, Lafarge a signé un partenariat avec CARE pour cinq ans. CARE est une ONG engagée dans la lutte contre toutes les formes de pauvreté dans le monde dont le VIH/SIDA fait partie. Le Sida ne se réduit pas qu'à des statistiques mais aussi à un enjeu humain et de développement durable. Lafarge et CARE travaillent donc ensemble à travers deux types d'actions, corporate et local afin de :

- Mettre en œuvre au sein du groupe un programme de lutte contre le Sida sur le lieu de travail, et notamment dans les zones géographiques fortement touchées,
- Opérer un transfert de savoir-faire au management de Lafarge,
- Apporter une contribution auprès des institutions et des initiatives de développement durable en termes de méthodologie de lutte contre le Sida sur le lieu de travail,
- Structurer au sein du groupe un système d'information et d'organisation répliquable en matière de problématiques sociales dans les pays en voie de développement.

La prochaine étape de cette collaboration sera de développer des partenariats public/privé pour l'extension et la pérennité du programme de lutte contre le Sida à destination des communautés locales.

LE SUIVI DES PROGRAMMES : LE COMITE SANTE AFRIQUE

Le Comité Santé de la région Afrique a été lancé début 2002. Il est composé des responsables santé/Sida de chaque filiale, d'un représentant du Groupe, d'un représentant de CARE et d'un conseiller médical. Le comité se réunit tous les trimestres avec pour mission de coordonner les programmes menés et d'échanger les expériences et bonnes pratiques locales. Pour assurer le suivi des programmes locaux, le comité a établi une "Road Map", qui liste les étapes importantes et successives que les filiales sont tenues de mettre en œuvre. Des indicateurs précis permettent d'évaluer la progression dans chaque unité, et constituent un véritable outil de management et de suivi des progrès.

LES RESULTATS EN 2006

- 90 % des employés en Afrique sub-saharienne bénéficient d'action de prévention et d'information et de distribution gratuite de préservatifs
- 40 % des employés ont participé volontairement à des campagnes de dépistage
- Dans neuf pays sub-sahariens, les unités opérationnelles du Groupe offrent l'accès à des traitements anti-rétroviraux aux salariés et à leurs familles
- Environ 300 personnes sont actuellement sous traitements anti-rétroviraux

ACTIONS MENEES EN 2005-2006

Extension de nos programmes aux communautés et aux sous traitants:

En Ouganda

La cimenterie de Hima est très reculée et ne peut donc bénéficier des politiques volontaristes gouvernementales contre le Sida. A la suite du programme complet initié sur le lieu de travail, la filiale a commencé, en 2003, un partenariat avec USAID pour étendre ses actions aux populations avoisinantes qui bénéficient d'actions de prévention et de dépistage anonyme dans notre clinique interne. Plus récemment, ce partenariat public-privé a permis aux communautés locales d'accéder gratuitement aux traitements anti-rétroviraux. Actuellement, 120 personnes en plus de nos employés et de leurs familles sont concernées.

Au Cameroun

Le programme de lutte contre le VIH/Sida porte sur la prévention, le dépistage anonyme (en partenariat avec l'hôpital public de jour La Quintinie de Douala et l'Institut Pasteur à Garoua), et le traitement. Notre filiale Cimencam a étendu ses activités de sensibilisation et de dépistage aux sous-traitants et aux clients. Ainsi en juillet 2006, 389 sous-traitants et 143 clients ont participé à une campagne d'information et de dépistage volontaire, anonyme et gratuit.

Extension de nos programmes à d'autres zones géographiques:

En Chine et en Inde

L'expérience et le savoir-faire acquis par le Groupe à travers le projet pilote de l'Afrique Subsaharienne s'étendent actuellement à d'autres zones du monde. Dès 2004, la Chine et l'Inde ont lancé des campagnes d'information sur le VIH/Sida sur les lieux de travail notamment à l'occasion de la Journée Mondiale du Sida.

Extension de nos programmes au paludisme :

Mi 2005, une étude interne a révélé que le paludisme représentait environ 35 % des consultations dans nos centres de santé. Ce pourcentage a poussé le groupe à créer à la fin de l'année 2005 des programmes malaria (prévention et traitement) dans ses unités subsahariennes sur le modèle des programmes Sida.

CONTACTS

COMMUNICATION

Stéphanie Tessier : 33-1 44-34-92-32

stephanie.tessier@lafarge.com

Lucy Wadge : 33-1 44-34-19-47

lucy.wadge@lafarge.com

Louisa Pearce-Smith : 33-1 44-34-18-18

louisa.pearce-smith@lafarge.com

PERSPECTIVES POUR 2007

Pays de la Ligue Arabe

En dépit d'un taux de prévalence assez faible, l'avancée du SIDA au Moyen-Orient et en Afrique du Nord se poursuit. Selon l'ONUSIDA, 67 000 personnes seraient infectées par le VIH dans cette région. Avec environ 3000 employés dans ces pays, Lafarge a décidé de participer au processus enclenché par le Programme des Nations Unies pour le Développement afin de développer des actions contre le Sida.

Russie - Ukraine

En 2006, la GBC a fusionné avec TPAА (Transatlantic Partners Against Aids), une ONG spécialiste de la lutte contre le Sida en Russie et en Ukraine. Cette fusion sera l'occasion pour Lafarge de développer des programmes de prévention Sida auprès de nos employés dans ces pays.

Partenariats Public-Privé

Dans le but d'étendre les programmes de lutte contre le VIH/SIDA aux communautés locales, Lafarge souhaite travailler plus étroitement avec les bailleurs de fonds internationaux (Fonds Mondial) ainsi que les agences de coopération bilatérales (GTZ, USAID..) dans le cadre de partenariats public/privé.

LE COUT POUR LAFARGE

Le Sida décime avant tout la population active et met en péril le niveau de développement économique et social des pays concernés. L'épidémie a donc un impact important sur les ressources humaines d'une part et la pérennité des marchés d'autre part, ce qui entraîne des coûts importants pour les entreprises.

L'Ecole de Santé Publique de l'Université de Boston a rétrospectivement analysé en 2004 la répartition des coûts engendrés par un collaborateur atteint du VIH/Sida, dans la filiale de Lafarge en Ouganda, avant le lancement du plan d'action intégrant l'accès aux tri-thérapies. L'estimation du coût annuel engendré par une personne vivant avec le VIH/Sida, non soignée, est de 4600 euros environ. Outre les coûts visibles que sont l'absentéisme pour 7%, les dépenses de santé pour 3% et les frais liés aux funérailles pour 5%, l'étude a mis en lumière des coûts cachés : la baisse de productivité pour 29%, la formation et le recrutement pour 29% et le temps mobilisé pour s'occuper du sujet pour 27%.

Cette étude renforce le bien-fondé de l'approche de Lafarge, qui a choisi d'agir en acteur responsable, préoccupé par le drame humain, et conscient des enjeux économiques à court et long terme.

En 2006, Lafarge consacre à la lutte contre le Sida plus de 1 million d'euros